

## Editorial: Serrer les rangs

Depuis près de six mois, l'initiative contre les rémunérations abusives déploie tous ses effets, ou du moins, l'ordonnance qui la met en œuvre. Aucun chambardeur spectaculaire, pourtant, mais l'ambiance se fait plus tendue. Les conseils d'administration déploient des efforts perceptibles pour défendre leurs propositions avant les assemblées générales.

### Une maturation lente

En paraphrasant Paul Verlaine, la situation d'Actares n'est «ni tout à fait la même, ni tout à fait une autre». Sa démarche était quasiment unique et, désormais, toutes les caisses de pensions font pareil. Pourtant, elle reste seule à représenter des personnes en chair et en os et à appeler avec une telle clarté les entreprises à leurs responsabilités sociales et environnementales. Preuve en sont un attachement indéfectible à la parité (voir p. 10), des études très pragmatiques (voir p. 7 et 8) ou encore le soutien à l'initiative «Multinationales responsables» (voir p. 6). Les membres d'Actares ne s'y trompent pas. Contrairement à ce que vivent de nombreuses organisations,



leur nombre n'a pas reculé depuis le début de la crise financière. Pourtant, sa stagnation rend de plus en plus difficile le financement d'un volume croissant d'activités.

### Passer le cap

Faire mieux et plus ne procède pas d'un caprice. Pour conserver sa crédibilité face à la professionnalisation qui a gagné les relations entre actionnaires et directions d'entreprises, Actares a dû élever d'un cran la teneur de son travail. Les rencontres avec Nestlé (voir p. 3), UBS (voir p. 5), Zurich Insurance Group (voir p. 5) ou Holcim (voir p. 3) en témoignent.

C'est pourquoi, il est important de tenir fermement la barre, d'aller de l'avant et de passer ce cap délicat. Actares est une association qui existe pour et par ses membres. Un effort leur est demandé cette année, qu'il s'agisse d'un coup de pouce financier ou de la recherche de nouvelles adhésions. La durabilité de l'action d'Actares en sortira renforcée.

## Sommaire

Editorial: Serrer les rangs	1	Instructions de votes équitables?	8
Accès aux médicaments difficile	2	ISS et Sutainalytics, deux partenaires de choix	8
Dialogue instructif avec Nestlé	3	Entretien: Adrian Knoepfli	9
Fusion responsable chez Holcim?	3	Réseau: Page ouverte à BPW Switzerland	10
Belles paroles chez Syngenta	4	Cheffes performantes	10
Trop peu d'action chez les assurances	4	Humeur: Curieux raisonnements d'ABB	11
Banques et absence de responsabilité	5	Note de lecture	11
Retour sur les assemblées générales	6	Laisser une trace pour avenir	11
Initiative pour des multinationales responsables	6	Campagne PensionFairVote	12
Expertise reconnue pour Actares	7	Assemblée des membres d'Actares	12
Meilleure qualité des procès-verbaux	7	Impressum – Actares Bulletin n°31	12

## Accès aux médicaments difficile

Les entreprises pharmaceutiques jouent dans le monde un rôle-clé dans l'approvisionnement en médicaments. En raison des coûts de traitement extrêmement élevés, seuls 46 % des malades dans les pays en développement reçoivent les médicaments dont ils ont besoin. Les pays industrialisés ne peuvent, de leur côté, plus se permettre les tarifs pratiqués. Actares demande davantage de transparence dans la fixation des prix.

Dans les pays émergents ou en développement, les services de santé publique sont souvent peu efficaces ou inexistant. Les entreprises pharmaceutiques en partagent pour une large part la responsabilité. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a établi une liste des médicaments indispensables pour assurer à un plus grand nombre de patients et patientes une chance de guérison face à diverses maladies.



### Novartis en pointe, Roche en recul

Jusqu'à maintenant, ces médicaments ne sont à disposition que de 46 % des malades. Novartis a reconnu la gravité de cette situation et s'est engagée à améliorer l'accès aux médicaments dans les pays en développement à travers divers programmes. L'entreprise a amélioré ainsi son classement dans l'Access to Medicine Index passant au 4ème rang. Roche au contraire a reculé de la 10ème à la 12ème place. Il est grand temps que Roche prenne exemple sur l'engagement de Novartis.

### Le rationnement est-il la solution?

Ce n'est pas seulement dans les pays du Sud que les médicaments vitaux sont inabornables. Dans les pays industrialisés, des traitements pour plus de cent mille dollars par personne et par an sont difficilement supportables. Le risque plane d'une exclusion de traitements vitaux pour des cas lourds ou d'un rationnement des soins. Margarete Chan, la présidente de l'OMS, n'a de cesse d'alerter de cette évolution, notamment face au vieillissement de la population.

### Une politique de prix sans transparence

Les critères pour fixer ces prix ne sont pas clairs. Novartis est restée muette face à la requête d'Actares et n'a donné aucune information sur sa politique de prix. Actares demande une distinction claire des coûts de recherche et développement de ceux concernant le marketing, la commercialisation et le lobbying. Sans cette transparence, les géants de la pharma doivent s'attendre à être fortement mis sous pression dans la discussion publique sur les brevets.

- [www.accesstomedicineindex.org](http://www.accesstomedicineindex.org) (angl.)
- Liste des médicaments essentiels de l'OMS:  
<http://tinyurl.com/ofd3do2>

Les activités de l'industrie pharmaceutique suisse liées aux transplantations d'organes en Chine sont à nouveau sous les feux de la rampe. Malgré la longue controverse concernant les organes prélevés au mépris de l'éthique médicale, selon de récentes publications, Novartis a récemment engagé une collaboration avec un centre de transplantations chinois afin de tester ses médicaments anti-rejets. Actares, Amnesty international, la Déclaration de Berne, entre autres, dénoncent depuis près de cinq ans le fait

que la Chine prélève, pour des transplantations médicales, des organes sur des condamnés à mort exécutés. Roche était alors pointée du doigt. Question: quelle compatibilité entre cette pratique de Novartis et l'exercice d'une responsabilité éthique? Est-il imaginable que la Chine adapte ses verdicts de peine capitale aux besoins d'expérimentation des entreprises pharmaceutiques occidentales?

Actares suit le dossier.

## Dialogue instructif avec Nestlé

---

**Au cours d'une rencontre à Vevey, une délégation d'Actares a pu entendre Nestlé répondre à une série de questions. Si les signes sont encourageants, des chantiers restent ouverts.**

Travail des enfants, demande de breveter des propriétés végétales naturelles, accès aux procès-verbaux, voici quelques-unes des questions adressées par Actares à Nestlé. La liste était fort longue, de sorte qu'une rencontre fut mise sur pied en janvier 2015.

### **Climat positif**

Le climat des discussions fut positif et ouvert, en dépit de positions parfois divergentes. A titre d'illustration, un petit succès très concret: suite aux sollicitations d'Actares, Nestlé s'engage à envoyer les extraits pertinents des procès-verbaux des assemblées générales aux actionnaires qui en feront la demande, au lieu de les faire venir à Vevey consulter le document.

### **Des ambitions pour le cacao**

Bien plus important pour l'avenir de régions entières, le sort des populations vivant du cacao monte

en puissance parmi les préoccupations de Nestlé. Un programme systématique a été présenté à Actares. Il dépassera la seule Côte d'Ivoire, et son succès sera mesuré sur la base de comparaisons internationales. Cette démarche lève l'une des réticences soulevées par Actares jusqu'ici, à savoir le caractère ponctuel des démarches de Nestlé. Il reste à suivre avec attention ce dossier, les activités traversant en 2015 leur phase de démarrage.

### **Brevets en zone grise**

Le dépôt d'une demande de brevet autour des propriétés de la nigelle sud-africaine a défrayé la chronique récente. Nestlé a pu s'expliquer sur les correctifs apportés à sa politique en la matière, et ceci de manière convaincante. Une rencontre positive, qui n'a pas épuisé la liste des thèmes et qui demande un suivi attentif.

## Fusion responsable chez Holcim?

---

**La fusion de Holcim avec Lafarge et les conséquences sociales et écologiques qui en découlent ont échauffé les esprits. Autre mauvais point pour le géant du béton, le conflit avec la main d'œuvre temporaire en Inde n'est toujours pas résolu.**

Les informations diffusées sur la fusion d'Holcim avec Lafarge soulèvent nombre de questions. Elles ne présentent aucune garantie pour la responsabilité sociale et environnementale de la future société. Lors de l'Assemblée générale extraordinaire, Actares a refusé la fusion.

### **Incertitudes pour le personnel**

Aucun engagement n'a été pris pour les places de travail en Suisse et à l'étranger. Seule certitude: 15 000 personnes employées dans les deux sociétés seront déplacées dans d'autres entreprises. Des licenciements ont été annoncés et il faut s'attendre à une dégradation des conditions de travail. Rien non plus sur les impacts de la fusion sur l'environnement: or, avec la fusion, le groupe devient le cinquième plus grand

producteur de gaz à effet de serre dans le monde et un important consommateur d'eau et de sable.

### **Un conflit qui s'éternise en Inde**

Actares est revenue, tant lors d'une entrevue qu'à l'Assemblée générale, sur un dossier fâcheux en Inde. Depuis des années, la majorité du personnel est constituée de temporaires. Des tribunaux indiens ont constaté à plusieurs reprises l'illégalité de cette situation. Depuis, il ne s'est quasi rien passé. La personne qui proteste contre ces conditions de travail indignes fait l'objet de brimades et perd son emploi. Actares demande à Holcim un plan stratégique pour résoudre cette situation. Là où se font des affaires, il faut aussi assumer ses responsabilités.

■ Dossier sur Holcim: <http://tinyurl.com/q84jtmz>

## Belles paroles chez Syngenta

**Syngenta se vante volontiers de son concept de croissance responsable en six points intitulé Good Growth Plan. Toutefois des données quantitatives sur les objectifs manquent. La hausse exorbitante des salaires de la direction apparaît comme une mauvaise plaisanterie au regard de la suppression de 1800 emplois.**

Peut-on parler dans l'agro-industrie d'une «bonne croissance»? Syngenta l'affirme avec la diffusion de son concept de Good Growth Plan. Syngenta s'y engage à exercer ses activités de façon responsable. Intentions louables, mais Actares regrette, dans la mise en pratique, l'absence d'objectifs mesurables et l'impossibilité de vérifier les progrès effectués.

### Un engagement alibi?

Jusqu'à maintenant, l'engagement se limite à une opération de relations publiques. Il s'agit par exemple de favoriser la biodiversité en ensemençant les bordures des champs avec des espèces de fleurs sauvages locales. Une goutte d'eau dans l'océan quand on songe aux impacts nocifs sur la biodiversité des produits phytosanitaires commercialisés par Syngenta. Des études scientifiques prouvent que les néonicotinoïdes restent dans le sol pendant des années, nuisent aux microorganismes et à la structure du sol et polluent les eaux souterraines.

### Un souhait de transparence

Syngenta a récemment annoncé une collaboration avec l'Open Data Institute. Les données recueillies sur les programmes de Syngenta seront ainsi accessibles à toutes et à tous, premier pas pour améliorer le dialogue entre la firme et ses parties prenantes. Actares en attend des données concrètes pour mesurer les résultats du Good Growth Plan.

### Rémunérations versus emplois

La décision du conseil d'administration d'augmenter de près de 60 % les rémunérations de la direction en 2014 est scandaleuse au regard de la suppression annoncée de 1800 postes de travail. Cette décision est en contradiction avec les affirmations de Syngenta de sa responsabilité sociale et révèle le peu de cas fait des collaborateurs et collaboratrices à licencier. Actares a donc refusé le rapport de rémunération soumis à l'assemblée générale.

■ <http://opendatainstitute.org/> (angl.)

## Trop peu d'action chez les assurances

**Chez Swiss Re et Zurich Insurance Group, Actares a remis l'ouvrage sur le métier autour de deux thèmes la protection du climat et la promotion des femmes. Si des résultats ont déjà été atteints, Actares demande dans ces deux domaines des objectifs mesurables et vérifiables.**

Selon le «New Climate Economy Report» des Nations Unies, auquel Swiss Re a collaboré, les quinze prochaines années sont déterminantes pour limiter la hausse des températures à 2°C. Sans une action commune immédiate de l'économie et de la politique, les dégâts seront gigantesques. Actares s'est penchée sur les mesures prises par les assurances.

### Swiss Re mise sur les études climatiques

Swiss Re est une des seules compagnies d'assurances à investir autant d'énergie dans les études sur le changement climatique. Elle est en pointe dans les initia-

tives internationales pour promouvoir la recherche et définir des standards sur la question climatique. Mais les prises de conscience ne doivent pas rester confinées à des cercles spécialisés. Actares a prié Swiss Re de se positionner publiquement sur la question climatique et d'exercer une influence au plan politique.

### Peu de résultats mesurables chez Zurich

Zurich Insurance Group se déclare très engagée dans les domaines du climat et de la responsabilité sociale. Qu'il s'agisse de sa stratégie d'investissements responsable ou des impacts climatiques, on trouve des

engagements soigneusement formulés et des amorces de mise en œuvre. Toutefois, à l'exception du domaine immobilier, des progrès mesurables et vérifiables font défaut.



### Promotion des femmes

Le président du conseil d'administration de Zurich a lui-même déclaré que des équipes mixtes remportent davantage de succès. L'entreprise a introduit une procédure de certification pour étudier les modalités de promotion du personnel. Actares est impatiente d'en connaître les résultats.

En revanche, Swiss Re a répondu ce printemps, par courrier, à Actares ne pas avoir d'objectifs spécifiques pour la participation féminine dans ses organes de direction; pas étonnant donc que la direction de la firme continue à être assurée uniquement par des hommes. Dans le conseil d'administration, la participation féminine diminue suite à l'élection de deux hommes.

■ <http://newclimateeconomy.report/> (angl.)

## Banques et absence de responsabilité

---

**A quelques nuances près, les problèmes rencontrés par les grandes banques présentent les mêmes caractéristiques: de fréquents scandales dont personne n'endosse la responsabilité au sommet, malgré des rémunérations faramineuses, et de belles promesses mais peu d'engagements concrets sur les questions climatiques.**

La liste est longue: lourdes amendes, aveux de culpabilité aux Etats-Unis, financement de la destruction de forêts vierges pour Credit Suisse; scandales «Adoboli», «Libor», manipulation de cours de devises pour UBS. Mentionnons, pour les deux banques, traitements de faveur pour échapper à l'impôt, conflits sur les rétrocessions, problème non résolu du *to big to fail*, rôle moteur dans le financement de l'industrie du charbon.

### Personne n'est responsable

L'histoire se répète: après un scandale, subordonnés ou traders sont licenciés mais jamais les membres de la haute direction ou du conseil d'administration ne font l'objet de poursuite. Le contrôle des risques n'a connu que des échecs. A quoi sert un comité d'analyse des risques s'il est incapable de déceler un comportement criminel? Y a-t-il eu des conséquences pour les rémunérations les plus hautes? On n'en a pas entendu parler. En lieu et place, ont été annoncées des réductions «volontaires». Faut-il une preuve de plus que le

système de rémunérations ne fonctionne pas? Finalement, les amendes sont payées par la banque, aux frais des actionnaires! C'est pourquoi Actares a toujours voté «non» aux rapports de rémunérations.

### Industrie du charbon problématique

L'exploitation minière à ciel ouvert et les centrales à charbon contribuent le plus au changement climatique et à la pollution atmosphérique. Nos deux grandes banques sont dans le peloton de tête des entreprises qui financent cette industrie. Credit Suisse et UBS semblent peu motivées à se retirer de ces affaires. Certes, les deux sociétés ont fait des déclarations pertinentes sur le changement climatique et émis des lignes directrices ainsi que des recommandations pour des investissements responsables. Mais la transition vers une économie qui réduirait les émissions de CO<sub>2</sub> n'est pas promue activement. L'offre se limite à des conseils pour la clientèle qui a manifesté son intérêt.

## Retour sur les assemblées générales

En 2015, comme chaque année, Actares a publié des recommandations de votes pour les vingt sociétés du Swiss Market Index. Les détails des prises de positions peuvent être consultés sur le site internet d'Actares ou commandés au secrétariat.

Votes d'Actares du 1er juin 2014 au 31 mai 2015	oui	non	abst.	total
Rapports annuels et/ou comptes annuels, rapp. de l'organe de révision	7	13	0	20
Rapports de rémunération (votes consultatifs)	3	15	0	18
Rémunérations (votes contraignants)	11	43	0	54
Décharges aux organes	9	11	0	20
Utilisations et distributions du bénéfice et/ou des réserves	24	4	0	28
Elections au conseil d'administration/à la présidence	180	43	0	223
Elections au comité de rémunération	63	13	0	76
Réductions de capital/rachat d'actions	3	3	0	6
Augmentations de capital	3	3	0	6
Révisions des statuts	8	4	1	13
Elections de l'organe de révision/de la représentation indépendante	41	1	0	42
Total	352	153	1	506

## Initiative pour des multinationales responsables

Ce printemps 2015, pas moins de soixante organisations lancent une initiative d'importance capitale: «Multinationales responsables».

Comme les membres d'Actares le savent, les multinationales suisses sont souvent exposées au regard de la planète entière dans des affaires qui ne devraient plus exister au XXI<sup>e</sup> siècle, telles que violations des droits humains ou dommages environnementaux. La

responsabilité des sociétés helvétiques se doit d'être exemplaire bien au-delà de nos frontières, notamment dans des pays moins outillés en termes de droit.

### Cadre juridique nécessaire

Un cadre juridique suisse contraignant en la matière devient indispensable: les recommandations internationales et les divers droits nationaux des pays où opèrent «nos» multinationales

peinent parfois à protéger les populations ou l'environnement des régions concernées. Il est donc urgent que la législation suisse s'applique aux activités extra muros d'entreprises helvétiques et que des infractions non résolues dans les pays étrangers puissent être instruites dans le nôtre.

### Récolte de signatures à ne pas manquer

Pour rappel, une première pétition dans le cadre de la campagne «Droit sans Frontières», lancée en 2011, était restée inaboutie, le Conseil fédéral et le Parlement ayant souhaité que l'effort des multinationales suisses en matière de respect des droits humains et de l'environnement se fasse volontairement. Un nouvel appel est nécessaire. Tous les détails de l'initiative, les feuilles de signatures, les organisations porteuses et de soutien, dont Actares, se trouvent sur son site. Il est essentiel de signer en nombre!

■ [www.initiative-multinationales.ch](http://www.initiative-multinationales.ch).



## Expertise reconnue pour Actares

Actares est de plus en plus souvent invitée à participer à des manifestations dont le public va d'étudiants et étudiantes aux membres de conseils de fondation des caisses de pensions.

Quelques exemples: Actares a présenté à l'association étudiante *Universities Allied for Essential Medicines* les activités de l'industrie pharmaceutique et les questions d'accès aux médicaments, de formation des prix, de délocalisation d'essais cliniques dans les pays du Sud.

Chez Movendo, centre de formation pour les syndicats, Actares a expliqué aux membres des conseils

des caisses de pensions comment investir de manière responsable.

Dans un atelier organisé par Greenpeace, Actares a exposé les tentants de l'activisme actionnarial et son influence sur la marche des entreprises.

Pour la seconde fois, Actares est intervenue dans un atelier d'Amnesty International sur le thème «Faire des affaires en respectant les droits humains».

Actares a développé auprès de l'association *Business and Professional Women* (voir p. 10) son engagement pour une représentation équilibrée des femmes dans les conseils d'administration.

## Meilleure qualité des procès-verbaux

Quatorze des vingt entreprises du Swiss Market Index ont établi en 2014 un procès-verbal détaillé de leurs assemblées générales et l'ont rendu public. Une nette amélioration par rapport à l'année précédente, comme le révèle une analyse d'Actares.

Pour la seconde fois, Actares a analysé la qualité des procès-verbaux (PV) des assemblées générales (AG) des entreprises du Swiss Market Index (SMI) ainsi que leur facilité d'accès public.

### Vers plus de transparence

Alors qu'en 2013, la moitié des vingt entreprises du SMI avait publié un PV détaillé, on en compte déjà quatorze en 2014. Le nombre d'entreprises se satisfaisant d'un protocole de décisions a baissé de 8 à 5. Seule Transocean n'a publié de PV, ni en 2013 ni en 2014, mais uniquement un court communiqué de presse.

### La transparence suscite la confiance

Actares recommande à toutes les entreprises cotées en bourse de suivre la voie ouverte par ces entreprises phares et, en conséquent, de documenter leurs AG par un PV détaillé mis à disposition sur internet dans un délai de deux mois après l'assemblée. La loi n'impose pas, il est vrai, aux entreprises la publication d'un procès-verbal mais un compte-rendu transparent de l'AG est à même de susciter la confiance des actionnaires.

Rang	Firme	Points	±
1	Roche	5.0	↑
	Swisscom	5.0	↑
2	Holcim	4.8	--
	ABB	4.8	--
	Adecco	4.8	--
	Geberit	4.8	--
	Swiss Re	4.8	--
	CS Group	4.8	↑
	Givaudan	4.8	↑
3	Syngenta	4.8	↑
	Zurich	4.6	↑
4	Novartis	4.6	↑
	SGS	4.4	↑
5	Julius Bär	4.0	↑
6	Actelion	2.0	↓
	UBS	2.0	↓
	Richemont	2.0	↑
7	Swatch Group	2.0	↑
	Nestlé	1.8	↑
8	Transocean	1.0	--

■ Etude d'Actares: <http://tinyurl.com/p388adr>



## Instructions de votes équitables?

**Les formulaires d'instructions de votes à la représentation indépendante sont en général structurés de telle sorte qu'ils privilégient les positions du conseil d'administration. Une analyse d'Actares montre où le bât blesse.**

Suite à l'acceptation de l'initiative «Contre les rémunérations abusives», les banques de dépôt et le conseil d'administration ne peuvent plus se charger des délégations de votes. La représentation indépendante joue un rôle plus important qu'auparavant.

### Avantage au conseil d'administration

Actares a passé sous la loupe les formulaires d'instructions à la représentation indépendante des entreprises du Swiss Market Index (SMI). Constat: la plupart sont structurés de manière à privilégier la position du conseil d'administration (CA).

### Formulaires de délégation des droits de vote

10 Points	Clariant*
9 Points	Swisscom
6 Points	Roche, SGS, Syngenta
5 Points	Swatch Group
3 Points	Actelion, Credit Suisse, Novartis, UBS
2 Points	ABB, Adecco, Geberit, Givaudan, Holcim, Julius Bär, Nestlé, Richemont, Swiss Re, Zurich

\*Clariant, une entreprise ne faisant pas partie du SMI, montre qu'il est parfaitement faisable de fournir un formulaire de délégation 100% équitable!

Aucune entreprise du SMI n'obtient le maximum de points dans l'analyse. L'élève-modèle est Swisscom avec un total de 9 points sur 10. Roche, SGS, Syngenta et Swatch ont des résultats moyens. Les autres reçoivent l'appréciation «insuffisant». Pas de note pour Transocean, qui ne daigne pas mettre à disposition un formulaire d'instructions de votes: celles et ceux qui veulent déléguer leurs droits de vote doivent donner leurs instructions par écrit individuellement à la représentation indépendante.

### Améliorer les instructions de votes

Actares estime incorrecte la pratique favorisant la position du conseil d'administration. Les instructions manquantes dans un formulaire signé devraient être considérées comme des abstentions. Concernant de nouveaux objets ou propositions portés à l'ordre du jour, il faut offrir la possibilité de voter contre la position du CA. Enfin, il n'est pas tolérable que la représentation indépendante informe parfois le conseil d'administration avant l'assemblée générale sur la répartition des votes délégués. L'autonomie de la représentation indépendante devrait être assurée exactement comme celle de l'organe de révision.

■ Etude d'Actares: <http://tinyurl.com/outrf9>

## ISS et Sustainalytics, deux partenaires de choix

Changement important en 2015 pour Actares, ses positions de vote sont désormais établies avec le concours de nouveaux partenaires: ISS et Sustainalytics. Comme une chocolaterie artisanale a besoin de se fournir en couverture, Actares appuie son travail sur des données externes, sérieuses et fiables, pour élaborer ses positions de vote. Il s'agit d'une part d'analyses de durabilité solides, et d'autre part d'études d'assemblées générales répondant à des critères financiers et de gouvernance.

En 2015, Actares a conclu un nouveau partenariat pour chacun des deux domaines, avec Sustainalytics

et ISS. Sustainalytics dispose d'un vaste réseau qui lui permet d'évaluer en toute indépendance un grand nombre de sociétés cotées. ISS (Institutional Shareholder Services) est le plus grand conseiller mondial en matière de droits de vote. Les recommandations d'ISS sont appliquées telles quelles lorsqu'Actares reçoit procuration pour voter auprès d'une entreprise pour laquelle elle n'a pas établi de positions de vote.

Une collaboration couronnée de succès, tel est le bilan après un premier semestre de travail.

■ [www.issgovernance.com](http://www.issgovernance.com) (angl.)

■ [www.sustainalytics.com](http://www.sustainalytics.com) (angl.)



## Entretien: Adrian Knoepfli

---

On doit à la plume d'Adrian Knoepfli, journaliste économique et historien de l'économie à Zurich, l'histoire de nombreuses firmes. Membre du Groupe de travail sur la communication, il fait également bénéficier Actares de sa précieuse expérience. A l'occasion du quinzième anniversaire de la fondation d'Actares, après la partie statutaire de notre assemblée des membres du 30 septembre 2015, nous aurons le plaisir d'accueillir Adrian Knoepfli, qui s'exprimera sur l'histoire d'Actares, ses principales activités, ses succès, son rôle dans la société, l'économie et la politique (voir p. 12).

*Actares: Actares a été fondée il y a quinze ans. Par qui, et pour quelles raisons?*

Adrian Knoepfli: Dans les années 1980, des actionnaires critiques se sont organisés en Suisse pour inciter les entreprises à avoir un comportement plus responsable quant à leur politique sociale et de développement. Des groupes se sont constitués chez Nestlé (Canes) en 1981 et chez UBS en 1986 (Verein kritischer Aktionärinnen und Aktionäre der Schweizerischen Bankgesellschaft, Vka). Actares a pris la relève de Canes et de Vka avec un leadership assuré au depuis la Suisse romande.

*Quels ont été depuis la fondation, les succès et les activités les plus importants?*

Avec opiniâtreté, Actares a exigé de la part des entreprises des rapports de durabilité. Ils sont aujourd'hui largement répandus même si leur qualité laisse souvent à désirer. Je ne vais pas énumérer des succès isolés mais plutôt constater de manière générale qu'Actares a construit son action peu à peu (représentation aux assemblées générales (AG), entrevues avec les entreprises, études, etc.) pour devenir une voix à prendre au sérieux. Même si elle ne représente que peu d'actions aux AG, Actares est reconnue maintenant comme une interlocutrice par les entreprises.

*Quel rôle une organisation comme Actares joue-t-elle dans la société, l'économie et la politique? A quel point une telle organisation est-elle nécessaire?*

Les assemblées générales ont été pendant longtemps une sorte de service religieux qu'il fallait déranger le moins possible. Les organisations qui ont précédé Actares ont aussi, au début, été vues comme des trouble-fêtes. A l'heure actuelle, il est important, à côté de groupes d'actionnaires influents qui n'ont que le profit en ligne de mire, de mettre le doigt sur les points sensibles et d'exiger sans relâche de la part des firmes un comportement compatible avec les aspects environnementaux et sociaux en Suisse et à



l'étranger. Actares ne représente pas seulement les actionnaires à titre individuel mais s'exprime aussi au nom de toutes les personnes qui possèdent indirectement des actions à travers leurs caisses de pensions.

*Quels changements attendez-vous dans l'avenir?*

Les historiens ne font pas de pronostics. Certes, il est réjouissant de voir, depuis l'initiative Minder, la démocratie actionnariale être à la mode mais cela rend la position d'Actares plus difficile. D'autres organisations actives sur le même terrain, telles Ethos et diverses ONG, mènent des recherches et prennent part aux AG. Actares doit à l'avenir renforcer ses collaborations. Un grand avantage réside dans son indépendance, qui peut lui permettre d'être plus pertinente que d'autres face aux directions d'entreprises. Si des progrès ont été accomplis, nous sommes encore loin de la démocratisation de l'économie. Et malheureusement, beaucoup de personnes ont encore le sentiment que «l'économie» ne les concerne pas.

## Réseau: Page ouverte à BPW Switzerland

Le mouvement Business Professional Women (BPW) Switzerland offre aux membres, ou futures membres, de conseils d'administration un programme de pointe pour développer leurs compétences d'administratrices grâce à des cours axés sur la finance et lors de ses conférences annuelles intitulées «Board Days».

L'organisation se positionne clairement en faveur d'une plus grande représentation des femmes dans les conseils d'administration mais elle ne s'arrête pas là. En effet, les missions imparties aux conseils d'administration sont toujours plus exigeantes. On constate une professionnalisation du métier d'administrateur et d'administratrice dans un environnement de plus en plus contraignant tant au niveau de la gouvernance, de la responsabilité civile que des compétences à maîtriser. Pour permettre à ses membres de mieux appréhender la fonction d'administratrice et de s'y préparer, BPW Switzerland organise chaque année une conférence sur un thème spécifique, le «Board Day».



### Donner aux femmes les outils nécessaires

Allant plus loin dans sa démarche, depuis deux ans, BPW Switzerland a mis sur pied une formation unique en Suisse pour répondre à la préoccupation principale des administratrices, la maîtrise et la compréhension

des finances. Trop souvent, les membres de conseils d'administration ne détectent pas des risques avérés ou des problèmes à venir par manque de connaissances financières. En créant les cours Finances I, II et III, BPW Switzerland offre à ses membres trois modules de pointe dans l'évaluation et le contrôle du bon fonctionnement financier d'une organisation, autour de notions telles que le business model (modèle d'affaires de l'entreprise), les indicateurs de performance, la lecture des documents financiers et l'analyse de risque.

### Prochains cours:

- 22 juin 2015, Berne: Finanzkurs 2.
- 9 septembre 2015, Lausanne: Finance 2. Les indicateurs clés de performance : comment contrôler la marche des affaires de votre entreprise en cours d'année. Les modes de financement : quelles sont les sources de financement auxquelles recourir dans les différentes phases du cycle de vie de votre entreprise ?
- 22 octobre 2015, Berne: Board Day 2015: Strategy Development. Conférence et ateliers en anglais.
- Autres cours et inscription sur [www.bpw.ch](http://www.bpw.ch) (rubrique «Manifestations»)

## Cheffes performantes

L'avant-projet de révision du droit de la société anonyme du Conseil fédéral demande que les sociétés cotées en bourse où les femmes représentent moins de 30 % des membres du conseil d'administration ou de la direction mentionnent la raison de ce manque.

Actares porte ce thème systématiquement depuis quinze ans devant les entreprises et leur actionnariat et analyse la représentation des femmes au niveau de la haute direction et du conseil d'administration.

Parmi les vingt plus grandes entreprises de la bourse suisse, on ne comptait fin 2014 aucune femme dans douze de leurs directions, et une seule dans six autres.

Dans les conseils d'administration de ces mêmes entreprises, la situation est insatisfaisante. Seuls trois conseils d'administration atteignent une participation féminine de 30%: Nestlé, Syngenta et Zurich Insurance Group (état mars 2015).

De nombreuses études font le constat que les performances d'une entreprise s'améliorent lorsque les postes de direction sont partagés entre les deux sexes. Logiquement, les grandes entreprises devraient se fixer des objectifs ambitieux afin qu'hommes et femmes soient actifs et actives à leur tête.

## Humeur: Curieux raisonnements d'ABB

---

par Ueli Feller

Il est logique, et de surcroît légitime, que les directions d'entreprise s'efforcent d'apparaître sous leur meilleur jour, surtout lorsqu'elles s'adressent à leurs actionnaires. Mais comme en tout, l'excès est un défaut. Actares examine leurs rapports, déclarations d'intentions et autres codes avec des yeux d'aigle.

L'invitation à l'assemblée générale 2015 d'ABB a offert à Ueli Feller, membre d'Actares, l'occasion d'une lecture critique. L'entreprise écrit qu'elle va «renforcer [sa] solide position concurrentielle par l'augmentation de la valeur proposée aux clients». Mais sur le rapport

entre valeur et prix, clé de la concurrence, on ne trouve pas un mot. Plus loin, on découvre les trois «bases qui mèneront l'entreprise au niveau supérieur», à savoir «croissance rentable», «excellence opérationnelle» et «collaboration orientée business». Or, il s'agit là de conséquences d'activités menées avec succès auprès de la clientèle, et non pas, comme ABB le présente, de leurs sources.

Ces formulations sont-elles destinées à un cercle restreint de personnes initiées? Ou le fruit d'une rédaction hâtive? Pourraient-elles résulter de compétences entrepreneuriales lacunaires? Le mystère reste entier.

## Note de lecture: De la grande guerre à la crise permanente

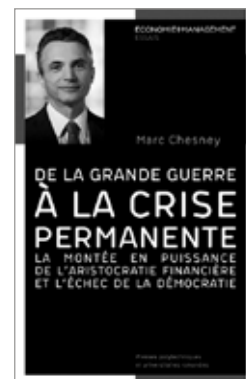
---

Marc Chesney, professeur de finance à l'Université de Zurich, exprime un point de vue critique sur les marchés financiers et les grandes banques. Dans un court ouvrage d'une centaine de pages, il nous fait comprendre avec humour la finance casino, à coups de nombreux exemples et citations. Il dénonce avec pertinence la domination de l'économie financière dans notre société. Les marchés financiers et les mégabancues y ont atteint une taille, une complexité et un manque de transparence inquiétants, ce qui renforce leur puissance.

Les générations actuelles souffrent des suites de la crise financière qui a démarré en 2007 et assombrit les perspectives d'avenir. La petite minorité de l'aristocratie financière impose ses intérêts à la société et la démocratie est défaillante. Comment sortir de cette situation et mettre la finance d'abord au service de l'économie et de la société?

■ Marc Chesney. *De la grande guerre à la crise permanente. La montée en puissance de l'aristocratie financière et l'échec de la démocratie*, 111 pages.

Presses polytechniques et universitaires romandes, mai 2015, ISBN 978-2-88915-112-7.



## Laisser une trace pour avenir

---

De nombreux êtres humains ressentent le besoin de prolonger leur générosité après la fin de leur existence. Dans la plupart des cas, leur souhait est de témoigner leur reconnaissance à de la parenté ou à des proches. De plus en plus souvent, on pense aussi à des organisations d'utilité publique dont l'activité nous tient particulièrement à cœur.

Les personnes qui favorisent dans leur testament une association comme Actares assurent la continuité de projets sur le long terme et veillent ainsi à ce que leurs

préoccupations sociales, écologiques et économiques soient prolongées après leur départ.

Si vous voulez des précisions sur ce sujet, vous pouvez prendre contact avec Actares par courriel ou par téléphone pour en parler ou obtenir des réponses à certaines questions. C'est bien volontiers que nous vous donnerons des renseignements sur la manière de procéder et vous expliquerons comment rédiger par une simple démarche un testament juridiquement valable.

## Campagne PensionFairVote

Les caisses de pensions ont l'obligation de voter, et ceci dans l'intérêt des assurées et assurés. Comment est vécue cette responsabilité?

En dépit d'une grande incertitude et d'opinions discordantes, la proportion de «oui» à la fusion Holcim-Lafarge fut écrasante. Comment est-ce possible? L'occasion pour Actares de questionner l'attitude des caisses de pensions. Ces dernières ne détiennent certes pas de majorité auprès des entreprises suisses cotées, mais des parts significatives.

Dans cette perspective, Actares, avec le soutien du bureau Pol.éthique, a lancé le 15 mai 2015 le site

[www.PensionFairVote.ch](http://www.PensionFairVote.ch). Il accompagne pas à pas celles et ceux qui souhaitent, sur la base du cas Holcim-Lafarge, découvrir la vérité sur leur caisse de pensions. L'interface aide à trouver sa propre caisse de pensions, puis génère automatiquement une lettre-type à partir des informations fournies.

L'objectif est de consolider les réponses des caisses de pensions et d'en tirer une image, ou du moins une esquisse propre à enrichir le débat autour de l'efficacité de l'initiative contre les rémunérations abusives.

■ [www.pensionfairvote.ch/fr/](http://www.pensionfairvote.ch/fr/)

■ [www.polethique.ch](http://www.polethique.ch)

## Actares

Actionnariat  
pour une  
économie durable

Bern:

Actares, Postfach  
CH-3000 Bern 23  
T 031 371 92 14

Genève:

Actares, CP 161  
CH-1211 Genève 8  
T 022 733 35 60

[www.actares.ch](http://www.actares.ch)  
[info@actares.ch](mailto:info@actares.ch)

IBAN:

CH30 0900 0000  
1744 3480 3

PC / CCP:

17-443480-3

## Assemblée des membres d'Actares

**Mercredi 30 septembre 2015, 16h30**

**Zurich, Centre Karl der Grosse, Kirchgasse 14**

A l'occasion du quinzième anniversaire de la fondation d'Actares, après la partie statutaire de notre assemblée des membres, nous aurons le plaisir d'accueillir Adrian Knoepfli, journaliste économique, historien de l'économie à Zurich et membre du Groupe de travail sur la communication, qui s'exprimera sur l'histoire d'Actares (voir p. 9). Nous devons déjà à sa plume des publications sur l'histoire de nombreuses firmes.

De quels milieux Actares est-elle issue? Qu'en attendaient les hommes et les femmes qui lui ont donné le

jour? Quels ont été les principales activités et les succès à mettre à l'actif d'Actares ces quinze dernières années? Quel rôle dans la société, l'économie et la politique Actares joue-t-elle aujourd'hui et pourra-t-elle jouer dans l'avenir?

Cette année encore, nous aimerions ouvrir la seconde partie de notre assemblée à un public plus large. N'hésitez donc pas à y inviter vos connaissances susceptibles d'être intéressées par le sujet. En fin de soirée, le Comité se réjouit de mener avec vous des discussions autour d'un apéritif. Les membres recevront une invitation détaillée fin août. Merci d'avance de réserver cette date dans votre agenda!

## Impressum – Actares Bulletin n°31

Tirage en français: 900 exemplaires / en allemand: 1200 exemplaires

Ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro: BPW Switzerland, Sophie de Rivaz, Ueli Feller, Antoinette Hauri, Rudolf Meyer, Roger Said, Jean-François Rochat, Sybille Schlegel-Bulloch, Annemieke Stössel, Roby Tschopp, Caroline Pirenne, Marcel Schwob, Nicole Weydknecht

Photos: BPW Switzerland, © Nelos, © Zacarias da Mata - Fotolia.com, Adrian Knoepfli, Roby Tschopp

Mise en page/impression: Gegendruck GmbH, Neustadtstr. 26, 6003 Lucerne,

Impression sur papier 100 % recyclé, Rebello

Avec le soutien de la Ville de Genève, Département des finances et du logement